

CHSCT Ministériel du 18 février 2016

Déclaration liminaire

FO Finances tient tout d'abord à rappeler son soutien plein et entier au combat syndical mené par les agents de la DGFIP de Vierzon en lutte depuis le 19 janvier pour leurs emplois et le bon exercice de leurs missions.

Au cours du 2ème semestre 2015, les Fédérations syndicales des Finances Solidaires, CGT, FO, CFDT ont boycotté cette instance et ont exprimé à maintes reprises les motifs de leur mécontentement.

Au sein des Ministères Economiques et Financiers, depuis plus de 10 ans, les suppressions massives d'emplois, les contraintes budgétaires accrues, les restructurations incessantes ont conduit à une dégradation constante des conditions de travail des agents.

Les « démarches » ou « plans stratégiques » mis en place dans les différentes Directions des Ministères Economiques et Financiers, la nouvelle Réorganisation Territoriale de l'Etat qui organise un nouvel abandon de missions de service public et qui va impacter plus de 650 agents dans les services déconcentrés (DGFIP ; INSEE, DIRECCTE). Avec la régression sans précédent des promotions internes n'épargnant aucune catégorie et aucun grade, la reconnaissance de la technicité et de la qualification des agents, acquis social de 1989, est ainsi brutalement remis en cause détruisant un des derniers espoirs des agents concernant leur évolution de carrière. Toutes ces mesures ne font qu'amplifier et aggraver le processus déjà engagé, de dégradation des conditions de travail des agents.

Aucune catégorie de personnels n'est aujourd'hui épargnée, comme en attestent les derniers résultats de l'observatoire interne, tout comme les divers rapports des acteurs de prévention (Médecine de Prévention, ISST, etc.) qui, chaque année, soulignent la dégradation des conditions de travail, l'augmentation sans précédent des non-conformités réglementaires des bâtiments (risque incendie et électrique), l'augmentation du taux d'accidents du travail, l'expression de la souffrance au travail par les agents à un niveau inacceptable et une organisation du travail pathogène

Dans leurs discours les Ministres ont tous été très volontaristes en matière de prévention des risques professionnels mais, pour autant, à aucun moment ils n'ont remis en cause les politiques de suppressions d'emplois, les dérives managériales, la culture d'objectifs et de résultats. Comment peut-on afficher une ambition en matière d'amélioration des conditions de travail, lorsque les plans massifs de suppressions d'emplois se poursuivent ?

FO Finances aurait souhaité que soient dépassées les simples déclarations d'intention et que de véritables engagements soient enfin pris afin de rendre concrète l'amélioration tant attendue des

conditions de vie au travail des agents.

L'échec des négociations concernant la déclinaison de l'accord Fonction Publique sur la prévention des Risques Psycho-Sociaux illustre parfaitement l'absence de réelle ambition politique en la matière, vide de mesures concrètes. Et ce, alors même que **FO Finances** avait fait connaître par écrit ses propositions de manière détaillée !

Pour la **Fédération FO Finances** l'absence totale de prise en compte des attentes et des revendications des personnels contribue à exacerber le mécontentement des agents. La forte mobilisation du 26 janvier dernier en est la dernière illustration.

C'est pourquoi, même si **FO Finances** prend acte des améliorations qui ont été apportées au projet de « *plan ministériel Santé Sécurité et Conditions de Travail* » à l'ordre du jour de ce CHSCT-M et désormais applicable sur la période 2016-2019 : meilleure présentation du projet ; rajout de deux thématiques relatives à la prévention concernant le travail sur écran et à la prévention des conflits et harcèlement, **FO Finances** estime que nous sommes encore loin du compte : aucune volonté politique forte ne s'est manifestée, il n'y a toujours pas d'engagements concrets sur les moyens si ce n'est le recrutement d'un Inspecteur Santé Sécurité au Travail que nous saluons.

Pire, depuis le projet de plan initial, 1 Million d'Euros ont purement et simplement disparus et les crédits spécifiquement destinés à la Médecine de Prévention ont fondu entre 2015 et 2016 de plus d'1 Million d'Euros alors même que des mesures urgentes sont nécessaires pour améliorer le réseau des Médecins de Prévention et leurs conditions d'exercice !

FO Finances tient plus que jamais à réaffirmer son attachement à une politique ministérielle Santé Sécurité au Travail de haut niveau correspondant aux attentes des agents.

Le temps de la parole ministérielle n'a que trop duré, ils veulent des actes concrets!

RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ

HYGIÈNE & SÉCURITÉ SUR :

<http://www.financesfo.fr/>



Rubrique HYGIÈNE & SÉCURITÉ